

MEETING DE SOUTIEN À GHAZA

Abdallah Djaballah dénonce «les faux salafistes»

Abdallah Djaballah, président du Front de la justice et du développement, a fustigé la position des pays arabes face aux agressions et crimes que les sionistes d'Israël, applaudis par les pays occidentaux, notamment les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, commettent quotidiennement contre la population palestinienne de Ghaza. C'était lors d'un meeting populaire organisé hier, par le parti au Théâtre régional Azzedine-Medjoubi de Annaba.

Devant un auditoire composé de représentants de différents partis politiques, de la société civile et des citoyens, il a exprimé sa colère. Comme il s'est montré très critique face aux commentaires tièdes, voire l'expression d'un soutien total aux assassins d'enfants, de femmes et civils désarmés par les médias occidentaux. «Que font ces derniers face aux crimes contre l'humanité commis par Israël. Des médias, dira-t-il, si prompts à monter au créneau pour peu qu'un seul Israélien soit blessé légèrement par un des rares obus lancés par un combattant du Hamas palestinien». Il était également furieux

face à la sauvagerie inouïe appliquée par l'armée sioniste contre la population désarmée de Ghaza.

Citant à chaque fois des versets du Livre Saint, il a multiplié les critiques acerbes contre les dirigeants arabes et musulmans. «Voués à l'enfer, dira-t-il, ces derniers se sont soumis aux ordres d'Israël auquel ils se sont alliés pour prétendre se maintenir au pouvoir dans leur propre pays», ajoutant qu'«aidés par les pays occidentaux qui mettent pourtant constamment en avant le principe de la démocratie et des droits de l'homme pour défendre leurs intérêts, ces chefs d'Etat sont arrivés au pouvoir



Djaballah très virulent envers les Arabes.

Photo : New Press

par la force de l'héritage, le coup d'Etat ou au moyen d'élections truquées. Avec l'avancée des technologies de la communication, tout se sait

aujourd'hui», a-t-il fait remarquer.

Dans son discours, Abdallah Djaballah n'a pas épargné les faux salafistes. Selon lui, par leur trahison et positions contraires aux préceptes de l'Islam, ces derniers sont à l'origine du drame que vit le peuple palestinien, notamment la population de Ghaza, nuit et jour sous les bombardements israéliens. «Les faux salafistes apportent de l'eau au moulin des ennemis de l'Islam», a précisé le président du parti Al Adala, estimant qu'ils n'ont aucun rapport ni de près ni de loin avec les hadiths du prophète Mohamed (QSSSL) qu'ils prétendent suivre. Et que la création d'Israël est la conséquence de la trahison de la majorité des pays arabes et musulmans. «L'Arabie Saoudite, les pays du Golfe et l'Égypte se classent en tête des pays qui ont vendu leur âme au monde occidental et à Israël pour prétendre exister. C'est pour ça que la cause palestinienne ne fait que reculer», insiste-t-il.

Deux heures durant, Abdallah Djaballah n'a pas cessé avec à l'ap-

pui les citations de nombreux préceptes du Coran, d'argumenter la nécessité pour les Arabes et les musulmans de ne pas abdiquer même si en apparence, Israël soutenu diplomatiquement, financé et puissamment armé par l'Occident semble invincible. Sous les acclamations du nombreux public présent à ce meeting populaire, Abdallah Djaballah a souligné que la situation que vivent les Palestiniens dans ce qui reste de leur pays dont la superficie rétrécit au fil des compromissions, est la conséquence des trahisons successives des régimes arabes et musulmans. Appelant les Algériens, les peuples du monde arabe et musulman à apporter aide matérielle et financière aux Palestiniens qui subissent quotidiennement l'injustice et les crimes de guerre et crimes contre l'humanité, le leader de Al Adala a affirmé que le temps n'est plus aux meetings de soutien mais à la matérialisation par la contribution financière de chacun à la cause palestinienne.

A. Bouacha

APRÈS LE BOIS-DES-CARS, LA CITÉ LES SOURCES

Ces «illustres particuliers» qui s'emparent des espaces publics !

Des arbres de plus de 40 ans d'existence ont été abattus à la cité Les Sources, à Bir-Mourad-Raïs, pour que le terrain puisse servir à la construction d'une tour de 14 étages par un «illustre particulier», et ce, au grand mépris du plan d'occupation du sol.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Les habitants de la cité Les Sources crient au scandale. «Le dernier espace vert de notre quartier vient d'être dénaturé par les spéculateurs du foncier», dénonce M^e Khaled Bourayou, dans une conférence de presse organisée hier sur les lieux, en présence de la majorité des résidents.

Il s'agit, en effet, d'un terrain de 2 411 m², peuplé d'arbres et qui a été cédé il y a plusieurs années, par le CNERU, à un particulier. Ce dernier, l'a hypothéqué à la CNMA pour 23 milliards de centimes. Le mystérieux bénéficiaire, puisque le terrain fait partie du plan de la cité, a fini par dispa-

raître dans la nature, explique toujours M^e Khaled Bourayou. La banque a donc saisi le terrain et c'est finalement un «illustre inconnu» qui s'en empare pour la construction d'une tour de 14 étages, affirme le conférencier. Mais il se trouve, qu'à l'entrée du chantier, est mentionné sur une plaque de «fortune», en contreplaqué : Groupement de propriétaires K.M.N.N. En clair, plusieurs individus sont sur le coup. Mais ce n'est pas ce qui semble inquiéter le plus M^e Khaled Bourayou, puisque plus grave encore, le chantier menace les sous-sols de deux immeubles de la cité. Côté sécurité des habitants, il y a ainsi risque

d'effondrement. Côté lois de la République, il y a piétinement et non-respect. «Nous nous demandons dans quelles conditions le permis de construire a été accordé au nouveau propriétaire puisqu'il semble que quelque part, on a forcé la main au président de l'APC. Nous pensons qu'il n'appartient pas, donc, au wali d'Alger de modifier le plan d'occupation du sol puisqu'il n'est possible d'élever des tours aussi hautes que pour la construction de logements sociaux...», explique M^e Khaled Bourayou, tout en rappelant que toute construction ne peut faire plus que le double d'étages d'une autre construction mitoyenne. Les immeubles de la cité Les Sources ne dépassent pas les cinq étages, alors que la fameuse tour en comptera quatorze. Sur ce

point, le conférencier s'interroge, encore une fois, sur le respect des lois de la République, soulignant que ce sont «les institutions de l'Etat qui maintenant, dépècent la Cité».

Enfin, il est à signaler qu'une plainte a été déposée en référé au tribunal de Bir-Mourad-Raïs, pour l'annulation du permis de construire de la Tour de la discorde. «Si la justice prend réellement en considération le plan d'urbanisme et de construction, nous allons avoir gain de cause», espère-t-il.

Pour rappel, la Cité des Bois-des-Cars a connu il y a deux ans le même sort, où plus de 120 arbres centenaires constituant un des plus importants poumons de la capitale ont été abattus dans le mépris total de la loi et surtout de l'environnement.

M. M.

RECASEMENT

La protestation gagne Diar-El-Mahçoul

La protestation a gagné ce vendredi la cité Diar-El-Mahçoul dans la commune d'El Madania, sur les hauteurs d'Alger. Les habitants du vieux quartier sont sortis à leur tour, réclamer pour être relogés.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Ayant ras-le-bol de vivre dans l'exiguïté depuis de très longues années, les habitants de la vieille cité Diar-El-Mahçoul sont sortis ce vendredi, dans la rue. Selon les riverains, le mouvement de protestation s'est formé spontanément dans le quartier.

Vers 14h00, les jeunes de la cité ont fermé la route à la circulation sur le Boulevard Khelifa Oulmane, reliant Diar-Essaâda à Riadh-El-Feth. Tout près de la passerelle, les protestataires ont dressé des bennes à ordures, des blocs de pierres et autres obstacles pour barricader la route.

Un «rendez-vous» qui a coïncidé avec la fin de la prière du vendredi. Plusieurs fidèles, jeunes et moins jeunes, ont ainsi rallié la manif. Les policiers antiémeutes n'ont pas tardé à arriver sur les lieux, affirmant des témoins.

Ce n'est que vers 19h que le «barrage», a été levé par les contestataires, rassurés par la promesse du chef de la daïra de Sidi-M'hamed. «Nous avons été reçus par le chef de cabinet de la Daïra qui nous a promis de remettre notre dossier sur la table dès la rentrée sociale. D'ailleurs, il nous a donné rendez-vous pour le 8 septembre prochain», indique un délégué du comité de relogement de Diar-El-Mahçoul.

Seulement, la tension est restée persistante. Des affrontements se sont poursuivis entre des jeunes du quartier et les éléments de l'unité antiémeutes jusqu'en fin de soirée, rapportent des témoins. Hier matin, le calme régnait dans le quartier. Un calme relativement précaire. La situation

reste ainsi incertaine où les conditions de vie sont déplorables. «Le dernier relogement remonte à trois ans. Notre cité compte 40 bidonvilles, un seul a été touché par le relogement de cette fois-ci. On nous a complètement oubliés. Comment voulez-vous que les gens ne saccagent pas et ne barrent pas les routes ?», tonne un quadragénaire qui a grandi dans cette cité qui tombe en ruine.

Un calvaire que subit aussi Abdelkader. Résidant dans la cité depuis 1958, ce septuagénaire occupe un appartement de deux chambres avec les 13 autres membres de sa famille. «Mon fils aîné est âgé de 40 ans et le plus jeune a 28 ans. Faute d'espace dans notre appartement, aucun d'entre eux ne s'est marié», dit-il.

Il rappelle que leur cité était programmée pour une opération de relogement en 1982. «Les cités de Garidi étaient destinées pour les habitants de Diar-El-Mahçoul mais elles ont été détournées», déplore-t-il. «Les responsables de notre pays sont en vacances, leurs enfants à l'étranger et nos enfants se font tabasser et arrêter par la police parce qu'ils ont osé protester contre une injustice sociale et demander un logement pour y vivre dignement», peste-t-il.

Les caves à la rescousse

Mohamed et ses deux frères, tous les trois pères de famille, occupent un étroit appartement de deux pièces. Etouffé par l'étroitesse des lieux, le frère de Mohamed a récupéré en 1992 la cave de l'immeuble, pour l'aménager en un petit studio. Un «studio» que les rayons de soleil n'atteignent jamais, au grand dam de sa fille de 10 ans, handicapée à 100%, immobile sur son fauteuil roulant.

Même recours pour la famille d'El Hadi. Agé de 45 ans, El Hadi paraît beaucoup plus âgé. La cheve-

lure blanchie, barbe mal rasée, un homme que la décrépitude atteint déjà. Toujours célibataire, El Hadi partage, depuis sa naissance, une chambre et cuisine avec les cinq membres de sa famille.

Comme pour gagner un tantinet de place, sa famille a squatté la cave de l'immeuble. «Le fait que l'appartement soit au Rez-de-chaussée nous a permis d'occuper la cave adjacente», affirme la mère d'El Hadi, visiblement rongée par la misère. Une «extension», qui ne sert en réalité qu'au rangement des meubles, tous dégradés, usés par la moisissure. Les pseudo-chambres suintent d'humidité.

«Ma famille habite ici depuis 60 ans. L'Etat a relogé tout le monde et a oublié notre quartier», dira El Hadi. Et d'ajouter : «Comment voulez vous que les jeunes ne se droguent pas ? Regardez les cachots dans lesquels nous vivons.»

Il ne voit sa femme que dans des hôtels

Tous les cas se suivent et se ressemblent dans presque les moindres détails. Sid Ali, père d'un enfant, habite toujours dans l'appartement parental avec huit autres membres de sa famille. «Ma femme habite chez ses parents. Nous nous donnons rendez-vous dans les arrêts de bus et nous nous rendons dans des hôtels. Ce n'est pas possible d'avoir une intimité chez moi. L'appartement est trop petit», dit-il. Il souligne en outre le danger qui guette les habitants de ce quartier au quotidien. «Les immeubles sont délabrés, fissurés et inondés à chaque saison des pluies».

Ne perdant pas espoir, Sid Ali attend toujours son logement AADL depuis 2002. «Diar-El-Mahsoul est un quartier de révolution.

A l'Indépendance, ses habitants ont été complètement oubliés», conclut-il.

R. N.

L'INITIATIVE ÉMANE

DU PARTI TAJ

Lancement d'une caravane humanitaire et médicale pour Ghaza

Une caravane humanitaire et médicale vient d'être lancée pour Ghaza et la Palestine. A l'initiative du parti Taj (Tadjamou Amal El Djazair), des groupes de médecins sillonnent le territoire national pour collecter des médicaments, dons et autres vivres de première urgence auprès des officines et des particuliers, outre des actions de sensibilisation au niveau des collectivités locales.

Des dons et aides qui seront collectés et transmis, en coordination avec le Croissant-Rouge algérien (CRA) et l'Ordre des médecins algériens, en collaboration avec l'Ordre des médecins arabes et via l'ambassade de Palestine en Algérie et le Croissant-Rouge palestinien, au gouvernement d'union nationale palestinien pour être distribués localement.

Une initiative qui est «ouverte à tous», dira le président de Taj et ministre des Transports, Amar Ghoul, en présence notable, de l'ambassadeur de Palestine, Louai Aïssa, et de la présidente du C-RA, M^{me} Saïda Benhabylès, à charge cependant de faire transiter les aides uniquement par les canaux officiels. Une initiative matérielle mais aussi morale destinée à assister le peuple palestinien, victime de «crimes contre l'humanité» pour paraphraser Amar Ghoul qui ouvrirait, ainsi, les travaux d'une rencontre organisée par des parlementaires de Taj.

L'opportunité pour le président de cette formation politique, abondant dans le même sens que l'ambassadeur de Palestine, d'insister sur la nécessité de préserver l'unité, l'entente interpalestinienne et une nécessité pour laquelle l'Algérie œuvre résolument, assurera-t-il. Mais aussi de prôner une mobilisation effective de toutes les forces vives, intellectuelles et engagées dans la défense des droits de l'homme, pour appuyer l'initiative de l'Algérie visant à inscrire «la question palestinienne qui est une question existentielle» parmi les préoccupations et actions des instances internationales.

C. B.